1ER SYMPOSIUM SUR LE GENRE

Quel enjeu pour la Femme Africaine ?

Arnaud AKOHA

Du 21 au 24 novembre 2005, s'est tenu au palais des congrès de Cotonou, le 1er symposium sous régional sur « genre, droits humains et culture ». Quels nouveaux défis, pour la promotion de l'égalité et de l'équité entre les hommes et les femmes, d'ici 2015, pour la réduction de la pauvreté ; était le problématique des affiches de la salle, où a donné ouverture Madame Léa Hounkpè, ministre de la famille, de la protection sociale et de la solidarité. Ainsi présenté, le symposium a eu la participation de 21 pays d'Afrique de l'ouest et du centre (Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Centrafrique, Congo, République Démocratique du Congo, Ghana, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatorial, Gambie, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra-Leone, Tchad). De même, on note la présence de 120 experts parmi lesquels, se trouvaient : Madame Conceptia Ouinsou présidente de la cour constitutionnelle du Bénin, Madame Claire Houngan Ayémonna, Madame Véronique Ahoyo, le professeur Tingbé-Azalou, Monsieur Pierre d'Alcantara Zocli PDG de junior achievement, pour ne citer que ceux-là.

Cette notion Genre, qui , de Mexique en passant par Beijing 1995 (en République de Chine) a eu plusieurs interprétations pour son insertion dans les pratiques quotidiennes des populations à la base. Des actes ont été pris et des politiques du genre ont été adoptées, tant au niveau de l'Union Africaine, de la CEDEAO qu' au niveau de la plus part des gouvernements subsahariens. Cette prise de conscience des acteurs de la vie socio-politique et économique de la sous région, a donné une grande avancée. Ce qui permit, d'observer quelques résultats importants, tels que l'existence aujourd'hui, des lois portant code du travail et à la répression de la pratique des mutilations génitales féminines, celles relatives à la santé sexuelle et à la reproduction, sana oublier le code des personnes et de la famille, ainsi que la prise en charge et du contrôle du VIH SIDA.

Dés lors, on pourrait s'y paire, face à ces jalons, dont l'objectif a été d'établi le statut juridique de la femme. Mais, le symposium de Cotonou a vu juste, d'axer l'étude

Léa Hounkpè

de l'approche genre sur la culture des peuples. Puisque le bien fondé de cette approche, est le changement des mentalités, afin que , l'image d'épouses ou mères de famille, asservies ou libres, esclaves de harems ou maîtresses, objets de séduction, et autres dégradantes puissent être corrigées, voire disparaître.

Le genre définit par la guinéenne Diallo Fadiatou, comme un thème d'opportunité d'accès équitable aux ressources disponibles, l'éducation et aux prises de décisions, doit bannir les différents types de stéréotypes sexistes, pour s'accrocher à la psychologie des populations.

Les débats ont été chaleureux lors des ateliers, aux des cinq panels. Les questions relatives à l'infériorité de la femme par rapport à l'homme, et celles relatives à la non disponibilité des parents pour l'éducation des enfants, ont suscité beaucoup de réactions.

Cependant, l'important est de mettre en place un système d'éducation de la famille et de la population, pour qu'au lieu de concevoir la féminité comme une pâmoison douceâtre, on la prendra désormais dans sa nature, qui est celle d'une force vitale et indispensable.

Pourquoi cherche- t-on toujours ce que la ne possède pas, par rapport à l'homme ? Quand on sait qu'on se demande assez rarement ce qu' il manque à l'homme, face à la femme. En remplaçant donc l'infériorité par handicape et la supériorité par avantage, on débouchera sur une préoccupation : celle de mesurer l'homme et la femme à l'étalon de leurs propres possibilités. A partir de cet instant, ne serait il pas l'homme qui souffre le plus de sentiment d'insécurité, d'impuissance, d'infériorité ? puisque les paramètres culturels qui entravent la parité, devant régner entre les deux sexes, sont purement et simplement absurdes.

Si non, comment concevoir qu'un homme qui fait la cuisine deviendra stérile, qu'un homme qui pleure est faible, que l'enfant étant considéré comme une richesse permet à la femme qui en fait plus d'être bien considérée par sa belle famille, etc.

Au regard de toutes ces préoccupations, le symposium de Cotonou interpelle tout le monde, et surtout le noyau familial. Pour se faire, plusieurs recommandations ont été assorties des ateliers. C'est ainsi que, les participants ont souhaité :

- ***l'implantation des écoles de seconde chance pour récupérer les filles déscolarisées et non scolarisées avec des programmes pédagogiques et de pré-apprentissage professionnel***
- ***renforcer le dialogue parent-enfant de manière à ce qu'on observe plus de discrimination au niveau des tâches domestiques ;***
- ***la mise en place des centres d'alphabétisation fonctionnels pour les femmes afin de renforcer leur pouvoir économique ;***
- ***institutionnaliser les programmes de formation à la reproduction sexuelle etc ...***

Malgré les résultats salutaires du symposium de Cotonou, il faut noter que la reconversion des mentalités pour le respect et la parité entre homme et femme en Afrique prendra un long chemin. Cependant, la lourde tâche revient à chaque fille et fils du continent de comprendre qu'on est digne de son espèce quand on respecte et considère l'autre quelque soit son sexe comme soi-même.

MARCHE DE LA COALITION CONTRE LA VIE CHÈRE AU BÉNIN

La société civile proteste contre la cherté de vie

De nombreuses organisations de la société civile et les syndicats à divers niveaux constitués en coalition contre la cherté de la vie ont été exprimés leur désapprobation du mutisme du gouvernement face à la situation drastique que vivent les populations béninoises. Ils étaient dans les locaux du ministère de la planification le mardi dernier.

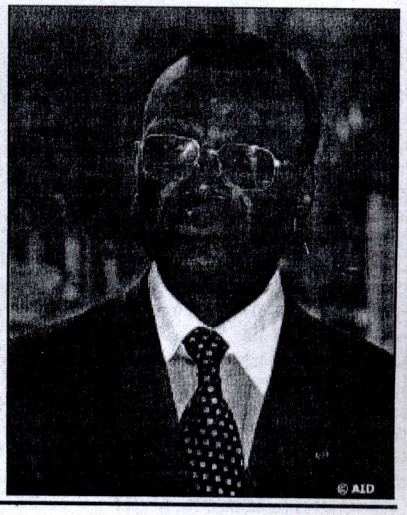
V. H.

Après avoir présenté le mémorendum au ministre d'Etat Zul Kilf Salami qui se résume comme suit : la réduction de train de vie de l'Etat, la suppression des taxes sur valeurs ajoutées(TVA) sur l'eau, l'électricité, le pétrole, le gaz domestique, les produits de première nécessité, le gaz domestique, un peu de respect à l'homme, indexer le salaire au coût de la vie, des allocations de chômage pour les chômeurs, ils ont promis de marcher sur la présidence si rien n'est fait d'ici quelques jours. A l'occasion, le ministre d'Etat chargé de la planification et du développement Zul Kilf Salami se prononce:

Les efforts du gouvernement visent une seule chose. L'acceptation et la prospérité individuelles et collectives de chaque béninoise et de chaque béninois. Il s'agit d'un principe fondamental auquel le chef de l'Etat est très attaché. Pour y parvenir naturellement le dialogue est un facteur important. Je vous remercie parce que dans votre déclaration vous avez fait une référence au dialogue social. C'est un élément important pour faire avancer le développement économique et social

Vous avez évoqué plusieurs dossiers. Moi, je parlerai du dossier pétrole. Vous savez que nous ne produisons pas le pétrole au Bénin, nous importons le pétrole de la Guinée. Si vous suivez l'évolution du marché du pétrole qui est caractérisé par une hausse vertigineuse des coûts à 70 dollars le baril. Rien ne permet de dire aujourd'hui cette montée de prix sera maintenu dans des proportions rationnelles car la crise du marché de pétrole est une crise essentiellement structurelle. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'un pays peut installer une raffinerie. Dans cette condition on est obligé de subir la hausse du prix des produits pétroliers. C'est important que vos associations de consommateurs comprenez ce message. Car vous avez parlé d'un dialogue social. Et ce dialogue ne peut se passer qu'à la faveur d'une compréhension de la réalité de l'économie nationale et de l'économie mondiale. Soyez désormais les porte paroles de ces données, de cette évolution du marché mondial pour expliquer davantage les raisons pour lesquelles le prix des produits pétroliers est cher dans notre pays. Je puis vous dire aujourd'hui que c'est un effort volontariste du gouvernement pour satisfaire les besoins fondamentaux de nos citoyens et en particulier pour faire en sorte que ces besoins soient compatibles avec la cherté des prix de ces produits pétroliers.

Pour ce qui concerne l'eau potable, le gouvernement fait l'essentiel pour porter l'eau à toutes les populations. Pour ce faire, le gouvernement a foré plus de 2777 puits à travers tout le territoire . La stratégie de réduction de la pauvreté porte sur deux registres essentiels : d'abord la mise à disposition des produits de base (l'eau, santé, système éducatif.. etc.)



le ministre d'Etat chargé de la planification et du développement Zul Kilf Salami